

271 069 03

La faillite de Carillion fait ressurgir le spectre de la scission des Big 4

Stéphanie Salti, à Londres – 17/05/2018 – L'AGEFI Quotidien / Edition de 7H

Deux commissions parlementaires britanniques ont appelé hier à un renvoi des principales sociétés d'audit devant l'autorité de la concurrence.

Tous coupables. Dans un rapport accablant de 100 pages, deux commissions parlementaires britanniques ont pointé hier du doigt les multiples manquements qui ont concouru à la faillite du numéro deux des sociétés de construction britanniques Carillion en janvier. Et dans cette chaîne de responsabilités, personne n'a été épargné. En commençant par le conseil d'administration *«à la fois responsable et coupable de l'échec de l'entreprise et président à une culture malsaine qui a conduit à la faillite dévastatrice et très coûteuse de la société»*, selon le rapport.

Les dirigeants ne sont pas en reste : directeur général de Carillion entre 2012 et juillet 2017, Richard Howson est qualifié de *«figure de proue d'un modèle commercial voué à l'échec»*. Le rapport égratigne aussi sérieusement les régulateurs : l'auditeur comptable britannique, le FRC, *«se satisfait»*, selon les commissions, *«de rejeter la responsabilité quand la catastrophe a frappé»* plutôt que d'anticiper les échecs.

Le coup de grâce a cependant été donné aux principales sociétés d'audit qualifiées de *«clubs confortables incapables de relever le défi d'indépendance requis»* dans l'exercice de leurs fonctions. Auditeur de Carillion pendant 19 ans, KPMG, qui a empoché durant toute cette période 29 millions de livres, est ainsi accusé de *«connivence»*. Les parlementaires lui reprochent de ne pas avoir une seule fois *«utilisé son rôle d'auditeur pour formuler une réserve, certifiant de façon complaisante les chiffres de plus en plus fantasques»* des dirigeants de Carillion. Dans son rôle d'auditeur interne, Deloitte, rémunéré à hauteur de 10 millions de livres, a été jugé *«incapable ou peu désireux d'identifier les manquements de la gestion des risques et des contrôles financiers»* ou *«trop prompt à les ignorer»*. De son côté, Ernst & Young a perçu 10,8 millions de livres *«pendant six mois de mauvais conseils en matière de restructurations»*, selon le rapport. Pour finir, PwC, conseil du gouvernement et de l'entreprise avant mais aussi après sa faillite, *«a continué à bénéficier de Carillion indépendamment du destin de la société»*.

Au vu de l'implication de ces entreprises, le rapport a invité le gouvernement britannique à renvoyer le secteur de l'audit devant la Competition and Markets Authority (CMA), l'autorité de la concurrence. Parmi les remèdes envisagés : la scission pure et simple des Big 4 ou une séparation des fonctions d'audit et des autres services de ces entreprises.